

# France-Soir : Marine Le Pen ferait-elle perdre la tête aux dirigeants de la CGT ?

Personne n'a oublié l'épisode Fabien Engelmann, ce jeune secrétaire du syndicat CGT des communaux de Nilvange, qui était passé de Lutte Ouvrière et NPA au Front national. Ce parcours lui avait valu l'exclusion de la CGT, et la dissolution d'une section qui avait refusé d'obtempérer aux diktats des bureaucrates, en maintenant, par un vote à bulletins secrets, sa confiance à un secrétaire qui paraissait, aux yeux des salariés, leur meilleur représentant, quels que soient ses choix politiques.

<http://ripostelaique.com/Fabien-Engelmann-Pourquoi.html>

Convoqué ensuite au siège, à Montreuil, le jeune Fabien avait eu droit à un comité d'accueil musclé, agrémenté d'insultes et crachats, et n'avait dû son salut qu'à l'efficacité incontestable du service d'ordre de la CGT. Dans la foulée, la confédération syndicale dirigée par Bernard Thibault avait édité un fascicule de 11 pages destiné à ouvrir les yeux des syndiqués, et des travailleurs, sur la nocivité des idées du Front national, notamment, selon la centrale de Montreuil, sur l'imposture sociale des positions de Marine Le Pen.

<http://ripostelaique.com/apres-la-cgt-c%E2%80%99est-la-cfdt-qui-prend-ses-adherents-pour-des-malcomprenants.html>

Cet effort de la centrale syndicale n'a pas l'air d'avoir convaincu les ouvriers qui, selon les sondages, continuent à privilégier la candidate du Front national dans leurs intentions de vote pour 2012. Est-ce pour cette raison que nous avons eu droit à un communiqué pour le moins surprenant d'Info-Com et du Comité intersyndical, deux instances de la CGT, sur la situation du quotidien France-Soir ?

<http://www.lemonde.fr/actualite-medias/article/2011/11/11/la-cgt-craint-que-france-soir-devienne-un-organe-du->

[fn\\_1602656\\_3236.html](http://fn_1602656_3236.html)

Il a suffi que le milliardaire d'origine russe Pougatchev, mais de nationalité française, propriétaire d'un journal par ailleurs fort mal en point, et au bord du dépôt de bilan, affirme son intention de voter Marine Le Pen, pour que les instances syndicales se déchaînent. Contestant une ligne éditoriale jugée « nauséabonde et populiste » (il manque les heures les plus sombres de notre histoire), ils menacent : « Jamais le Comité Inter CGT et Info'Com CGT ne pourront accepter que France Soir devienne un nouveau canal des thèses de l'extrême droite », met en garde le syndicat.

Ayant été délégué syndical à La Tribune de longues années, je connais bien le Comité Inter et Info'Com, les deux structures qui ont rédigé ce communiqué. Une telle vision du rôle d'une organisation syndicale me pose problème. En effet, le syndicat du Livre CGT, dont la majorité des militants et dirigeants se réclament de la gauche, a toujours su respecter, par le passé, la frontière entre son rôle, technique, et le contenu des journaux, qui relève de choix rédactionnels dans lesquels il n'a pas à interférer. J'ai connu des débats souvent houleux, au comité intersyndical, sur cette question, où quelques responsables syndicaux, qui se voulaient plus « révolutionnaires » que leurs camarades, estimaient qu'il était de notre devoir de citoyens de faire pression sur le contenu des journaux, pour contre-carrer une information jugée souvent réactionnaire, ce qui n'était pas toujours faux. Mais, dans leur grande sagesse, les principaux dirigeants ont toujours refusé ce qu'ils auraient considéré comme une dérive dangereuse, dont leurs mandants ne seraient pas forcément sortis gagnants. Ils considéraient que leur rôle de syndicaliste devait s'arrêter à défendre les intérêts moraux et matériels de leurs mandants, à se battre pour des bonnes conditions de travail, les meilleurs salaires possibles, et, dans une période de bouleversements technologiques colossaux, leur maintien dans la chaîne de fabrication. Ces responsables étaient pragmatiques, et affirmaient que ce n'était pas leur fait si, en France, 90 % de la presse quotidienne était, à

l'époque, aux mains de « l'ennemi de classe ». Le principal dirigeant de l'époque, un homme rude, au franc-parler redoutable, avait cette formule qui, souvent, clôturait les débats : « *Arrêtez votre cirque, à une époque, on imprimait pour les Boches le matin, pour la Résistance l'après-midi, et on n'en est pas mort !* ».

C'est ainsi que dans les années 1980, quand Robert Hersant, surnommé « le papivore », avait décidé de fusionner *Le Figaro* et *L' Aurore*, ce qui revenait à faire disparaître *L' Aurore* (dont la ligne éditoriale était à droite de celle du Figaro), le mot d'ordre syndical était : « *L' Aurore doit vivre* ». Tout simplement par que les syndicalistes avaient compris que c'était ainsi qu'on défendait au mieux les emplois, et pas en faisant la chochette devant le contenu du journal.

Je rappellerai également que je travaillais dans une imprimerie qui, sous le contrôle du syndicat du Livre, imprimait, dans les années 1980, l'hebdomadaire « Minute ». Mes camarades rotativistes ne faisaient pas la fine bouche, et étaient ravis que ce journal, dont ils ne partageaient pas la ligne éditoriale, bien évidemment, soit dans le giron de la presse, et préserve des emplois. J'avais même, à cette époque, entamé, avec mon organisation syndicale, des négociations avec la direction de Minute pour essayer de les convaincre de faire venir la composition de cet hebdomadaire classé à l'extrême droite dans notre entreprise. Cela n'avait pas abouti, mais la démarche avait eu lieu, et je la trouvais syndicalement cohérente.

Aujourd'hui, on paraît bien loin de cette démarche. Comment peut-on interpellier le gouvernement, lui demander de sauver France-Soir, en mettant des limites sur la ligne éditoriale, voire en se posant comme des futurs censeurs ? Que l'organisation syndicale pense que Pougatchev n'est pas l'homme de la situation, qu'il a mené France-Soir à la faillite est une appréciation qui se respecte. Mais qu'elle s'estime dépositaire d'un contrôle politique sur le contenu du journal la fait sortir de son rôle, et est suicidaire pour la défense des salariés, ce qui demeure sa vocation première.

Souvent, avant chaque élection présidentielle, on voit des courants politiques essayer d'avoir les meilleurs outils pour défendre leur programme, et des moyens financiers sont parfois débloqués pour cela. La presse écrite est en grande difficulté, et ne survit que grâce aux aides de l'État. Entre les gratuits et la presse internet, sa place est de plus en plus réduite. L'uniformité de l'information n'aide pas à surmonter ces difficultés. Supposons (ce qui, à mon avis, n'est absolument pas à l'ordre du jour) que Marine Le Pen et les siens mettent plusieurs milliards sur la table pour racheter France-Soir, et en faire un outil de la campagne présidentielle de la présidente du FN. Délirons, et imaginons qu'ils aient les moyens de tirer à 1 million d'exemplaires. A lire le communiqué des deux structures CGT, ils préféreraient que le journal crève, plutôt que de voir naître un tel projet « à la ligne populiste et nauséuse ». Dans une période de chômage de masse, de grande fragilisation de la presse papier, où, outre France-Soir, un quotidien comme « La Tribune » est en grave danger, et a abandonné le tirage papier, je ne suis pas certain que cette ligne, beaucoup plus politicienne et dogmatique que syndicale, remporte l'adhésion des travailleurs, et notamment des rotativistes CGT, qui ont toujours su faire passer la défense de leurs intérêts matériels avant les grandes envolées lyriques sur la nocivité du capitalisme, ou sur la résurgence de « la bête immonde ».

**Pierre Cassen**